

Art. 17. Artikel 13, dat nu artikel 28 wordt, valt onder een hoofdstuk III, luidend als volgt :

« Hoofdstuk III. — *Slotbepaling* »

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en afwijkende bepalingen*

Art. 18. In afwijking van artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving mogen de tijdens de jaren 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010 voorziene budgettaire dotaties die bestemd worden, enerzijds voor de inrichtingen van de Franse Gemeenschap van het verplicht onderwijs, anderzijds, voor de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, niet lager liggen dat deze voor het jaar 2001 :

- gekoppeld aan de algemene index der consumptieprijzen op 1 januari;
- verminderd of vermeerderd op grond van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 15 januari van het lopend jaar ten aanzien van het zelfde aantal op 15 januari 2001,
- vermeerderd met evenveel keer 20 573,18 EUR gekoppeld aan de index bedoeld in voormeld koninklijk besluit van 24 december 1993 als er voltijds equivalenten minder zijn bij het arbeiders- en meesterspersoneel dat in vast verband is aangenomen in de inrichtingen van de betrokken niveaus,
- vermeerderd met de bedragen die zijn toegekend op grond van artikel 34 van voornoemde wet van 29 mei 1959.

Art. 19. Dit decreet is niet van toepassing op het koninklijk atheneum van Rösraath en de internationale school van de SHAPE, afdeling secundair en afdeling lager.

Art. 20. § 3bis van artikel 32 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt opgeheven vanaf 1 januari 2003.

Art. 21. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2003, met uitzondering van artikel 4 dat van kracht wordt op 1 januari 2005, van artikel 9 dat van kracht wordt op 1 september 2004, met uitzondering van artikel 9, 2°, dat van kracht wordt op 1 september 2005, van artikel 9, 1°, dat van kracht wordt op 1 september 2007 en van artikel 15 dat van kracht wordt op de dag van de inwerkingtreding van het decreet van 14 juni 2001 betreffende het programma voor dringende werken aan de schoolgebouwen van het basis- en secundair onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De indexering van de werkingstoelagen en -dotaties in 2002 zal geschieden op basis van de verhouding van de algemene index van de consumptieprijzen tussen 1 januari 2002 en 1 januari 2001.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 12 juli 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL.

—
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 175-1. — Amendementen in de commissie, nr. 175-2. — Verslag, nr. 175-3. — Amendementen, nr. 175-4.

Integraal verslag. — Bespreking en stemming, Zitting 4 juli 2001.



F. 2001 — 2085

[S - C - 2001/29290]

12 JUILLET 2001. — **Décret-programme portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement, les centres de vacances et l'inspection médicale scolaire (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions relatives aux Fonds budgétaires*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Un point 51 est ajouté au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté, selon le tableau joint en annexe I au présent décret.

§ 2. Un point 52 est ajouté au tableau annexe au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, selon le tableau joint en annexe II au présent décret.

§ 3. Un point 53 est ajouté au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, selon le tableau joint en annexe III au présent décret.

§ 4. Des points 54 et 55 sont ajoutés au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, selon le tableau joint en annexe IV au présent décret.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives à l'enseignement

Section 1^{re}. — Modifications à la législation de l'enseignement

Art. 2. L'article 32, § 3, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le montant des subventions de fonctionnement accordé par élève régulier, hors enseignement universitaire, hors enseignement supérieur organisé dans les hautes écoles, est fixé pour l'année scolaire 2000-2001 au montant accordé pour l'année scolaire 1999-2000, tel qu'il a été établi sur la base de l'article 2 du décret-programme du 23 décembre 1999 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement, l'enfance et les fonds structurels, augmenté de 2,5 pour cent. »

Art. 3. L'article 52, alinéa 3, de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, c) et d), le montant des subventions est fixé, pour l'année scolaire 2000-2001, au montant accordé pour l'année scolaire 1999-2000, tel qu'il a été établi sur la base de l'article 3 du décret-programme du 23 décembre 1999 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement, l'enfance et les structurels, augmenté de 2,5 pour cent. »

Art. 4. Les crédits de fonctionnement des écoles et des institutions d'enseignement de la Communauté française, autres qu'universitaires et autres qu'enseignement supérieur organisé dans les hautes écoles sont augmentés sur la même base que l'augmentation des subventions visées à l'article 32, § 3, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et à l'article 52, alinéa 2, de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux.

Section 2. — Disposition relative à l'enseignement universitaire

Art. 5. A l'article 28, § 2, alinéa 2, du décret du 20 juillet 2000 portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, les mots « sciences médicales » sont insérés après les mots « ingénierie biologique ».

Section 3. — Dispositions relatives à l'enseignement secondaire

Art. 6. Un article 4^{quater}, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement telle que modifiée :

« Article 4^{quater}. § 1^{er}. Au 2^e degré de l'enseignement secondaire technique de qualification, l'horaire comprend une formation commune portant sur :

1° le français et la formation historique et géographique à raison d'un minimum de 6 périodes hebdomadaires dont au moins 4 périodes hebdomadaires de français;

2° la formation mathématique à raison d'au moins 2 périodes hebdomadaires;

3° la formation socio-économique et techno-scientifique à raison d'au moins 2 périodes hebdomadaires;

4° la formation en langue moderne à raison d'au moins 2 périodes hebdomadaires;

5° l'éducation physique à raison d'au moins 2 périodes hebdomadaires.

Toutefois, la formation historique et géographique peut également être regroupée avec la formation socio-économique et technoscientifique, l'ensemble à raison d'un minimum de 4 périodes hebdomadaires.

En outre, lorsque le programme d'étude de l'option groupée comprend soit la formation socio-économique soit la formation mathématique, soit la formation en langue moderne, soit la formation techno-scientifique, dispense, totale ou partielle, est accordée pour cette partie de la formation commune.

L'horaire comprend au minimum 16 périodes hebdomadaires d'option groupée.

L'horaire peut également comprendre d'autres activités, au choix du pouvoir organisateur.

§ 2. Au 3^e degré de l'enseignement secondaire technique de qualification, l'horaire comprend une formation commune portant sur :

1° le français et la formation historique et géographique à raison d'un minimum de 4 périodes hebdomadaires;

2° la formation socio-économique et techno-scientifique à raison d'au moins 2 périodes hebdomadaires;

3° l'éducation physique à raison d'au moins 2 périodes hebdomadaires.

Toutefois, la formation historique et géographique peut également être regroupée avec la formation socio-économique et technoscientifique, l'ensemble à raison d'un minimum de 3 périodes hebdomadaires.

En outre, lorsque le programme d'étude de l'option groupée comprend soit la formation socio-économique soit la formation techno-scientifique, dispense, totale ou partielle, est accordée pour cette partie de la formation commune.

Pour les options que le Gouvernement détermine, après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, l'horaire comprend aussi soit une formation mathématique à raison d'au moins 2 périodes hebdomadaires, soit l'apprentissage d'une langue moderne à raison d'au moins 2 périodes hebdomadaires, soit les 2.

Toutefois, lorsque le programme d'étude de l'option groupée comprend soit la formation mathématique, soit la formation en langue moderne, dispense est accordée pour cette partie de la formation.

L'horaire comprend au minimum 16 périodes hebdomadaires d'option groupée.

L'horaire peut également comprendre d'autres activités, au choix du pouvoir organisateur.

Art. 7. Un article *4quinquies*, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 19 juillet 1971 précisée :

« Article *4quinquies*. § 1^{er}. Au 2^e degré de l'enseignement secondaire professionnel, l'horaire comprend une formation générale commune visant à la formation globale et humaniste, dont la capacité de communiquer en français, organisée en trois pôles :

1° la formation humaine et sociale à raison d'au moins 3 périodes hebdomadaires;

2° la formation scientifique et technologique à raison d'au moins 2 périodes hebdomadaires;

3° l'éducation physique à raison d'au moins 2 périodes hebdomadaires.

L'horaire comprend au minimum 18 périodes hebdomadaires d'option groupée.

L'horaire peut également comprendre d'autres activités, au choix du pouvoir organisateur.

§ 2. Au 3^e degré de l'enseignement secondaire professionnel, l'horaire comprend une formation générale commune visant à la formation globale et humaniste, organisée en quatre pôles :

1° le français à raison d'au moins 2 périodes hebdomadaires;

2° la formation humaine, sociale et économique à raison d'au moins 2 périodes hebdomadaires;

3° la formation scientifique et technologique à raison d'au moins 2 périodes hebdomadaires;

4° l'éducation physique à raison d'au moins 2 périodes hebdomadaires.

L'horaire comprend au minimum 18 périodes hebdomadaires d'option groupée.

L'horaire peut également comprendre d'autres activités, au choix du pouvoir organisateur.

Art. 8. A l'article 2 de l'arrêté royal n° 2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, remplacé par le décret du 10 avril 1995 et modifié par le décret du 30 novembre 2000, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 3, le quinto, supprimé par le décret du 30 novembre 2000, est rétabli comme suit :

« 5° soit, au deuxième degré, un cours de langue moderne à 4 périodes hebdomadaires et deux options de base simples chacune à 4 périodes hebdomadaires »;

2° dans le § 3, un sexto nouveau rédigé comme suit, est inséré, le sexto et le septimo devenant respectivement le septimo et l'octavo :

« 6° soit, au deuxième degré, un cours de sciences à 5 périodes hebdomadaires »;

3° dans le § *3bis*, inséré par le décret du 30 novembre 2000, les mots « la formation mathématique à raison de 6 périodes hebdomadaires » sont remplacés par les mots « la formation mathématique à raison de 4 ou de 6 périodes hebdomadaires »;

4° l'article est complété par le paragraphe suivant :

« § *3ter*. Le nombre maximum autorisé de périodes hebdomadaires visé au § 1^{er}, alinéa 2, est augmenté, au troisième degré, de 3 périodes hebdomadaires pour les élèves qui suivent à la fois au moins deux cours de langue moderne à 4 périodes hebdomadaires et un cours de langues anciennes à 4 périodes hebdomadaires. »

Section 4. — Dispositions relatives à l'enseignement supérieur non universitaire

Art. 9. A l'article 30 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, les mots « le 1^{er} septembre 2001 » sont remplacés par les mots « à une date à fixer par le Gouvernement et au plus tard le 15 septembre 2002 ».

CHAPITRE III. — Disposition relative aux centres de vacances

Art. 10. Pour l'année 2001, le Gouvernement est autorisé à subventionner les centres de vacances qui répondent aux critères fixés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour cette même année. Ces critères tiennent notamment compte du nombre de journées de présence des enfants.

CHAPITRE IV. — Disposition relative à l'inspection médicale scolaire

Art. 11. L'agrément des centres d'inspection médicale scolaire et des équipes d'inspection médicale scolaire agréés jusqu'au 30 juin 2001 conformément à la loi du 21 mars 1964 sur l'inspection médicale scolaire et à ses arrêtés d'application est prolongé jusqu'au 30 juin 2002.

CHAPITRE V. — Disposition diverse

Art. 11bis. Dans des circonstances exceptionnelles, le Gouvernement est habilité à renoncer totalement ou partiellement à la récupération des traitements ou subventions-traitements versés indûment par la Communauté française qui devraient, en vertu de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, faire l'objet d'une demande en répétition de l'indu. Cette faculté n'est ouverte que si le paiement indu résulte d'une erreur administrative et si le bénéficiaire du paiement pouvait de bonne foi le tenir pour acquis.

CHAPITRE VI. — Disposition finale

Art. 12. Les articles 2 à 4 produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2000.

L'article 1^{er}, §§ 1^{er}, 2, 4 et 5, et l'article 10 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2001.

L'article *11bis* entre en vigueur le 1^{er} mai 2001.

Les articles 1^{er}, § 3, et 11 entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2001.

Les articles 5, 8 et 9 entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2001

Les articles 6 et 7 entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 juillet 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,

R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL.

—
Note

(1) *Session 2000 2001.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 183-1. — Amendements de commission, n°183-2. — Avis des commissions, n°s 183-3 à 5. — Rapport, n° 183-6. — Amendements de séance, n° 183-7.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du 4 juillet 2001.

—
VERTALING

N. 2001 — 2085

[C — 2001/29290]

12 JULI 2001. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het onderwijs, de vakantiecentra en de medische schoolinspectie (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — Bepalingen over de Begrotingsfondsen

Artikel 1. § 1. Er wordt een punt 51 toegevoegd aan de tabel die gaat bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, volgens de tabel die gevoegd is in bijlage I bij dit decreet.

§ 2. Er wordt een punt 52 toegevoegd aan de tabel die gaat bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, volgens de tabel die gevoegd is in bijlage II bij dit decreet.

§ 3. Er wordt een punt 53 toegevoegd aan de tabel die gaat bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, volgens de tabel die gevoegd is in bijlage II bij dit decreet.

§ 4. Er wordt een punt 54 en 55 toegevoegd aan de tabel die gaat bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, volgens de tabel die gevoegd is in bijlage IV bij dit decreet.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen aangaande het onderwijs

Afdeling 1. — Wijzigingen aan de onderwijswetgeving

Art. 2. Artikel 32, § 3, derde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In afwijking van het eerste lid wordt het bedrag van de werkingstoelagen dat is toegekend per regelmatige leerling, buiten het universitair onderwijs, buiten het hoger onderwijs ingericht in de hogescholen, voor het schooljaar 2000-2001 vastgelegd op het bedrag dat is toegekend voor het schooljaar 1999-2000, zoals opgemaakt op grond van artikel 2 van het programmadecreet van 23 december 1999 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, onderwijs, kindervelzijn en structuurfondsen, vermeerderd met 2,5 procent. »

Art. 3. Artikel 52, derde lid, van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 houdende de organisatie van de psycho-medisch-sociale centra, wordt vervangen door het volgende lid :

« In afwijking van het eerste lid, *c)* en *d)*, wordt het bedrag van de toelagen voor het schooljaar 2000-2001 vastgelegd op het bedrag dat is toegekend voor het schooljaar 1999-2000, zoals opgemaakt op grond van artikel 2 van het programmadecreet van 23 december 1999 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, onderwijs, kindervelzijn en structuurfondsen, vermeerderd met 2,5 procent. »

Art. 4. De werkingskredieten van de scholen en onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap, andere dan universitair en hoger onderwijs ingericht in de hogescholen, worden op dezelfde manier verhoogd als de toelagen bedoeld in artikel 32, § 3, derde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en in artikel 52, tweede lid, van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 houdende de organisatie van de psycho-medisch-sociale centra.

Afdeling 2. — Bepaling aangaande het universitair onderwijs

Art. 5. In artikel 28, § 2, tweede lid, van het decreet van 20 juli 2000 houdende diverse dringende maatregelen inzake het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek worden de woorden « medische wetenschappen » ingevoegd na de woorden « landbouwingenieur ».

Afdeling 3. — Bepalingen aangaande het secundair onderwijs

Art. 6. Er wordt een artikel *4quater* ingevoegd in de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het onderwijs, zoals gewijzigd, luidend als volgt :

« Artikel *4quater*. § 1. In de 2^e graad van het technisch secundair kwalificatieonderwijs bevat het uurrooster een gemeenschappelijke vorming over :

- 1° het Frans en de historische en geografische evolutie naar rato van minstens 6 lestijden per week, waarvan minstens 4 lestijden per week Frans;
- 2° wiskunde naar rato van minstens 2 lestijden per week;
- 3° sociaal-economische en technisch-wetenschappelijke onderwerpen naar rato van minstens 2 lestijden per week;
- 4° moderne talen naar rato van minstens 2 lestijden per week;
- 5° lichamelijke opvoeding naar rato van minstens 2 lestijden per week.

De historische en geografische evolutie kan evenwel worden gegroepeerd met de sociaal-economische en technisch-wetenschappelijke vakken, waaraan minstens 4 lestijden per week worden besteed.

Daarnaast, wanneer het studieprogramma van de gegroepeerde optie ofwel de sociaal-economische vakken bevat ofwel wiskunde, ofwel moderne talen, of technisch-wetenschappelijke vakken, wordt volledige of gedeeltelijke vrijstelling verleend voor dit deel van de gemeenschappelijke vorming.

Het uurrooster bevat minstens 16 lestijden per week uit de gegroepeerde optie.

Het uurrooster kan eveneens andere activiteiten bevatten, naar keuze van de inrichtende macht.

§ 2. In de 3^e graad van het technisch secundair kwalificatieonderwijs bevat het uurrooster een gemeenschappelijke vorming over :

- 1° het Frans en de historische en geografische evolutie naar rato van minstens 4 lestijden per week;
- 2° sociaal-economische en technisch-wetenschappelijke onderwerpen naar rato van minstens 2 lestijden per week;
- 3° lichamelijke opvoeding naar rato van minstens 2 lestijden per week.

De historische en geografische evolutie kan evenwel worden gegroepeerd met de sociaal-economische en technisch-wetenschappelijke vakken, waaraan minstens 3 lestijden per week worden besteed.

Daarnaast, wanneer het studieprogramma van de gegroepeerde optie ofwel de sociaal-economische vakken bevat ofwel de technisch-wetenschappelijke vakken, wordt volledige of gedeeltelijke vrijstelling verleend voor dit deel van de gemeenschappelijke vorming.

Voor de opties die de Regering vastlegt, na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, ingesteld bij het decreet van 27 oktober 1994 houdende het overleg voor het secundair onderwijs, omvat het uurrooster eveneens ofwel wiskunde naar rato van minstens 2 lestijden per week, ofwel een moderne taal naar rato van minstens 2 lestijden per week, ofwel beide.

Daarnaast, wanneer het studieprogramma van de gegroepeerde optie ofwel wiskunde bevat, ofwel een moderne taal, wordt vrijstelling verleend voor dit deel van de vorming.

Het uurrooster omvat minstens 16 lestijden per week uit de gegroepeerde optie.

Het uurrooster kan eveneens andere activiteiten bevatten, naar keuze van de inrichtende macht.

Art. 7. Er wordt een artikel *4quinquies* ingevoegd in voormelde wet van 19 juli 1971, luidend als volgt :

« Artikel *4quinquies*. § 1. In de 2^e graad van het beroepssecundair onderwijs bevat het uurrooster een gemeenschappelijke algemene vorming met als doel een globale en humanistische vorming, waaronder het vermogen zich uit te drukken in het Frans, georganiseerd rond drie thema's :

- 1° de menselijke en sociale vorming naar rato van minstens 3 lestijden per week;
- 2° de wetenschappelijke en technologische vorming naar rato van minstens 2 lestijden per week;
- 3° de lichamelijke opvoeding naar rato van minstens 2 lestijden per week.

Het uurrooster omvat minstens 18 lestijden per week uit de gegroepeerde optie.

Het uurrooster kan eveneens andere activiteiten bevatten, naar keuze van de inrichtende macht.

§ 2. In de 3^e graad van het beroepssecundair onderwijs bevat het uurrooster een gemeenschappelijke algemene vorming met als doel een humanistische en globale vorming, georganiseerd rond vier thema's :

- 1° het Frans naar rato van minstens 2 lestijden per week;
- 2° de menselijke, sociale en economische vorming naar rato van minstens 2 lestijden per week;
- 3° de wetenschappelijke en technologische vorming naar rato van minstens 2 lestijden per week;
- 4° de lichamelijke opvoeding naar rato van minstens 2 lestijden per week.

Het uurrooster omvat minstens 18 lestijden per week uit de gegroepeerde optie.

Het uurrooster kan eveneens andere activiteiten bevatten, naar keuze van de inrichtende macht.

Art. 8. In artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 2 van 21 augustus 1978 tot vaststelling van het maximum aantal lestijden per week in het onderwijs met volledig leerplan van het secundair onderwijs, van het aanvullend secundair beroepssecundair onderwijs, vervangen door het decreet van 10 april 1995 en gewijzigd door het decreet van 30 november 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, wordt het vijfde punt, geschrapt door het decreet van 30 november 2000, opnieuw ingevoegd, luidend als volgt :

« 5° hetzij, in de tweede graad, een vak moderne talen naar rato van 4 lestijden per week en twee gewone basisopties elk aan 4 lestijden per week »;

2° in § 3 wordt een nieuw zesde punt ingevoegd, waarbij het zesde en zevende punt respectievelijk het zevende en achtste punt worden, luidend als volgt :

« 6° hetzij, in de tweede graad, een vak wetenschappen naar rato van 5 lestijden per week »;

3° in § 3bis, ingevoegd door het decreet van 30 november 2000, worden de woorden « de wiskundige opleiding volgen naar rata van 6 lestijden per week » vervangen door de woorden « de wiskundige opleiding volgen naar rata van 4 of 6 lestijden per week »;

4° het artikel wordt aangevuld door de volgende paragraaf :

« § 3ter. Het maximum aantal toegelaten lestijden per week, zoals bedoeld in § 1, tweede lid, wordt in de derde graad verhoogd met 3 lestijden per week voor de leerlingen die zowel minstens twee vakken moderne talen volgen naar rato van 4 lestijden per week als een vak klassieke talen naar rato van 4 lestijden per week. »

Afdeling 5. — Bepalingen aangaande het hoger niet-universitair onderwijs

Art. 9. In artikel 30 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs worden de woorden « op 1 september 2001 » vervangen door de woorden « op een datum te bepalen door de Regering en uiterlijk op 15 september 2002 ».

HOOFDSTUK III. — *Bepaling aangaande de vakantiecentra*

Art. 10. Voor het jaar 2001 mag de Regering subsidies toekennen aan de vakantiecentra die voldoen aan de criteria die zijn vastgesteld door de Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap voor hetzelfde jaar. Deze criteria houden onder meer rekening met het aantal aanwezigheidsdagen van de kinderen.

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling aangaan de medische schoolinspectie*

Art. 11. De erkenning van de centra voor medische schoolinspectie en van de medische schoolinspectieteams die zijn erkend tot 30 juni 2001 overeenkomstig de wet van 21 maart 1964 op de medische schoolinspectie en haar toepassingsbesluiten wordt verlengd tot 30 juni 2002.

HOOFDSTUK V. — *Diverse bepaling*

Art. 11bis. In uitzonderlijke omstandigheden is de Regering gemachtigd om geheel of gedeeltelijk af te zien van de terugvordering van bezoldigingen of weddetoelagen die onwettig zijn uitbetaald door de Franse Gemeenschap en die krachtens het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende de coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, het voorwerp zouden moeten zijn van een terugvorderingsaanvraag van het niet-verschuldigd bedrag. Deze optie is slechts mogelijk als de betaling van het niet-verschuldigd bedrag voortvloeit uit een administratieve fout en als de begunstigde van de betaling deze ter goeder trouw als verworven beschouwt.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepaling*

Art. 12. Artikelen 2 tot 4 treden in werking op 1 september 2000.

Artikel 1, §§ 1, 2, 4 en 5 en artikel 10 treden in werking op 1 januari 2001.

Artikel 11bis treedt in werking op 1 mei 2001.

Artikelen 1, § 3, en 11 treden in werking op 1 juli 2001.

Artikelen 5, 8 en 9 treden in werking op 1 september 2001.

Artikelen 6 en 7 treden in werking op 1 september 2002.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 12 juli 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de opvang en de opdrachten toegewezen aan de 'ONE',
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 183-1. — Amendementen in de commissie, nr. 183-2. — Advies van de commissies, nr. 183-3 tot 5. — Verslag, nr. 183-6. — Amendementen in de zitting, nr. 183-7.

Integraal verslag. — Bespreking en stemming : zitting van 4 juli 2001.